

OCTOBRE 2012

99^{ÈME} ANNÉE

N° d'agrément P 801338

BELGIQUE - BELGIE
P.P.
1030 BRUXELLES 3
1/3392

Bureau postal de dépôt
1030 Bruxelles 3

4 Millions 7

PÉRIODIQUE MENSUEL D'ÉTUDES ET D' ACTIONS DE LA LIGUE WALLONNE DE LA RÉGION DE BRUXELLES, ATTACHÉ À LA DIFFUSION DE LA CULTURE FRANÇAISE ET À LA PROMOTION DE LA COMMUNAUTÉ WALLONIE-BRUXELLES

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

On a voté! Le sort des conseils communaux et provinciaux (moyennant quelques négociations encore en cours) est réglé pour six ans. «*On a gagné!*» clament les vainqueurs, certains recalés aussi d'ailleurs.

Le soleil avait fait un effort de civisme pour ce dimanche d'élections et, nonobstant quelques problèmes électroniques, «*les Belges ont voté dans le calme*», comme écrivait la presse de mon enfance. Oserai-je dire que la parfaite organisation du vote dans ma commune me frustre un peu des files d'attente sous les marronniers des cours d'école? J'aimais ce moment de convivialité, un peu forcée: on y croisait des voisins rarement rencontrés, on y sympathisait avec des citoyens peut-être prêts à voter pour nos pires adversaires mais on communiait dans la satisfaction de vivre en démocratie et d'accomplir un devoir civique.

Un grand coup de chapeau à nos amis de la périphérie bruxelloise qui «résistent» et où les bourgmestres «non nommés» remportent d'écrasantes majorités absolues, affirmant une fois de plus le droit des citoyens face au droit du sol. Toutes nos félicitations aussi aux élus bruxellois lucides et fermes dans la défense des Francophones.

Il n'aura échappé à personne que la N-VA a ouvertement pratiqué un détournement d'élections en marquant ce scrutin communal comme un point de non retour dans la voie du confédéralisme, partant du séparatisme. L'appel de Bart De Wever au Premier ministre est clair, d'ailleurs on s'y attendait. Plus désolant est l'aveuglement obstiné des partis francophones du gouvernement, qui ont signé la première phase de la sixième réforme de l'État, et qui s'acharnent à défendre le caractère purement local de cette élection. «*Faisons semblant de rien*» met dans la bouche d'Elio Di Rupo le caricaturiste Clou dans La Libre de ce lundi!

Sans doute la superbe de la N-VA devra-t-elle se confronter à la réalité de la gestion municipale, notamment à Anvers, mais les prochaines législatives ne sont plus très loin...

L'extrême-droite, éparpillée en mini-formations s'effondre à Bruxelles et en Wallonie. En Flandre, sans doute la N-VA offre-t-elle assez de garanties aux anciens électeurs du Vlaams Belang.

La proximité géographique d'un événement détermine l'importance qui nous lui donnons. Aussi les élections communales et

provinciales ont-elles éclipsé le XIV^e Sommet de la Francophonie à Kinshasa. On en retient l'affirmation de la Francophonie comme acteur politique et... l'absence du Premier ministre belge Elio Di Rupo. «*Dans le passé*, écrit Colette Braeckman dans *Le Soir* de ce lundi 15 octobre, *aucun Premier ministre belge - flamand - n'avait manqué le rendez-vous. Mais le premier chef de gouvernement francophone depuis Edmond Leburton (à l'époque la Francophonie n'existait pas encore...) a renoncé à faire le voyage*». Elle ajoute: «*Dans ce Congo qui émerge lentement des années de guerre et de désordre, où la population acquiert peu à peu une réelle culture démocratique [...] la Belgique demeure une référence, elle garde un capital de sympathie et de respect dont peu d'anciennes puissances coloniales peuvent se prévaloir*».

Ces quelques lignes ne sont que réflexion d'une citoyenne lambda, ménagère de (très largement) plus de cinquante ans! Journalistes et politologues compétents abondent. Je vous adresse à eux sur le papier et/ou sur la toile. Que les élections ne vous fassent pas oublier notre déjeuner de l'amitié du 18 novembre!

Marie-Claire DALOZE-WILLIQUET

15 octobre 2012

Le dimanche 18 novembre 2012 à 12 h 30 La Ligue wallonne de la Région de Bruxelles vous convie au

25^e DÉJEUNER DE L'AMITIÉ à La Moule sacrée*

Menu:

*Kir royal à la pêche de vigne & Assiette de saumon fumé & Crème de poireau
Pavé de bœuf Helder (V.) (tomates grillées - sauce béarnaise) frites ou Duo de poissons aux petits légumes (P.) Pommes nature
Gâteau de l'amitié & Vin - eaux - café*

Participation: 45 € par personne à adresser au compte IBAN BE62 1450 5390 3161 (145-0539031-61) de la Ligue wallonne, 1200 Bruxelles. N'oubliez pas de préciser le plat choisi: V. ou P. et de renseigner les personnes souhaitées à votre table.

Inscriptions avant le 7 novembre auprès de Marie-Claire Daloze-Williquet: 02.734.77.02 (courriel mcdaloze@skynet.be)

* 11 rue des Chapeliers 1000 Bruxelles (à deux pas de la Grand-Place)

POLITIQUE

GUY SPITAEELS OU L'IMPARDONNABLE CHOIX WALLON

S'écartant des propos que réserve le monde politique aujourd'hui à ce grand Monsieur, le Président du Parlement Wallon remarque qu'alors que Guy SPITAEELS «*était au sommet de son pouvoir, il a choisi de devenir Ministre – Président de Wallonie. C'est le premier mandataire à ce niveau à avoir fait un tel choix, soulignant ainsi l'importance du fait régional.*» Ce choix, chez ce brillant intellectuel, aussi viscéralement municipaliste athois qu'impliqué dans les grandes évolutions du monde, n'était pas une posture. Je veux en témoigner par le rappel de certains événements étonnamment passés sous silence à l'occasion desquels il défendit les intérêts wallons au péril de la Belgique et de sa carrière. À l'époque, en qualité d'avocat-conseil de la SA MECAR, j'y fus associé et c'est avec l'assentiment de cette dernière que je les évoque.

En 1991, l'exportation d'armes requérait le consentement d'un comité ministériel regroupant les Affaires Etrangères, le Commerce Extérieur, les Affaires Economiques et l'Intérieur. Mark EYSKENS, Ministre des Affaires Etrangères, s'était engagé, seul, à fournir au Rwanda des

armes légères mais le Parti Socialiste s'y était opposé dans le cadre de ce comité. Mark EYSKENS cherchait une occasion de revanche. Celle-ci se présenta lors de la demande simultanée de trois très importantes licences d'exportation d'armes à destination du Royaume d'Arabie, des Emirats ou d'Oman, présentées par trois firmes wallonnes : la FN, CMI et la SA MECAR. L'octroi de ces licences avait fait l'objet d'un accord ministériel antérieur et, selon la règle, ne devait plus, lors de renouvellements, qu'être confirmé, simple formalité. Mark EYSKENS suspendit la décision d'octroi.

Le Sénateur GABRIELS, à l'époque président de la VOLKSUNIE qui participait au Gouvernement, sauta sur l'opportunité en menaçant d'une crise gouvernementale en cas d'octroi de ces licences. *La Libre Belgique*, évoquant cette menace écrivait le 25 juin 1991 : «*Une fois de plus Jaak GABRIELS se déclare prêt à aller jusqu'au bout, même jusqu'à la crise politique [...] Depuis que les socialistes ont empêché le décollage du C130 chargé d'armes à destination du Rwanda, les partis se font des crocs en jambes en refusant tour à tour des licences pour des pays amis des uns*

ou des autres. [...] un membre de la commission révèle que quand il s'agit d'envoyer des armes au Surinam ou en Indonésie, anciennes colonies néerlandaises, ils (les Flamands) ne sont pas aussi regardants.»

Le journal ajoutait que la Volksunie se sentait de plus en plus mal à l'aise au sein du gouvernement de Wilfried MARTENS, qu'elle pâtissait de sondages défavorables, qu'elle souhaitait se refaire une virginité en anéantissant des entreprises situées en Wallonie et enfoncer un coin entre partenaires gouvernementaux : chrétiens et socialistes et surtout entre Flamands et Francophones.

La situation resta bloquée jusqu'en début aout 1991, Mark EYSKENS faisant alors savoir à FN et CMI qu'il ne s'opposait plus à l'octroi des licences. Celles-ci reçurent également l'appui de Robert URBAIN, Ministre du Commerce Extérieur et des propos lénifiants de M. COURTOIS, chef de cabinet de Willy CLAES, Ministres des Affaires Économiques. FN et CMI croyaient donc le problème quasiment réglé et me demandèrent de les laisser poursuivre les démarches dans la discrétion, ce que je dus

LE DIMANCHE 2 DÉCEMBRE 2012
à 16 HEURES
à WOLUBILIS
(1 Cours Paul Henri Spaak 1200 Bruxelles)

16^e CONCERT DE NOËL

Organisé par l'Union des Groupements wallons de Bruxelles (UGWB)
et
l'Association pour la Promotion d'Activités culturelles (APAC)
avec
l'ensemble DeSaFiNaDo sous la direction de Gabriel LAUFER
et le
Chœur de l'ULB sous la direction de Thierry VALLIER

Au programme : Sibelius, Vivaldi, Offenbach, Gounod, Tchaikovsky, chants traditionnels wallons.

Prix d'entrée : 10 euros – Prévente : 6 euros. Moins de quinze ans : gratuit.

Billets en vente à Wolubilis ou chez Roland BARTHOLOMÉ (UGWB) : tél. 02.426.09.85
Compte bancaire : BE61 0682 2028 6017

POLITIQUE

accepter en raison d'un pacte de solidarité entre les trois sociétés. Fin août, aucun progrès n'ayant été réalisé, la situation des trois sociétés devenait catastrophique et elles adressèrent une lettre solennelle au Gouvernement.

M. MARTENS refusa de recevoir les présidents des 3 sociétés et par lettre du 13 septembre leur annonça qu'il s'abstenait de prendre position.

Guy SPITAEELS rentra alors dans la partie comme président du PS et annonça qu'il liait à l'octroi des trois licences la passation d'un marché pour des centraux téléphoniques, marché abusivement favorable à la Flandre. Cette menace ébranla mais ne débloqua pas la situation. Le Soir du 18 septembre écrit : «*Cela n'empêche pas la bataille d'être rude entre SP et VU qui souhaitent accrocher les armuriers wallons à leur bilan électoral.*»

Le 20 septembre, j'adresse une lettre au Gouvernement demandant que soit pris un arrêté royal attribuant compétence pour la délivrance de licences d'exportation d'armes pour chacune des Régions à un vice-premier ministre et à un ministre ressortissant de la Région concernée. Le 22 septembre, j'adresse copie de cette

lettre à M. Bernard ANSELME, Président de l'Exécutif régional wallon en ajoutant : «*Dans la mesure où le Gouvernement ne peut se mettre d'accord (...) la Wallonie se trouverait en état de légitime défense, situation qui me paraît rendre souhaitable la convocation du Conseil Régional Wallon avec à l'ordre du jour une résolution habilitant l'Exécutif wallon à octroyer les licences d'armes.*»

Les 22 et 23 septembre, Guy SPITAEELS me contacte, me demande une justification juridique de cette dernière proposition faite à M. ANSELME et la rédaction d'un projet de résolution que je lui adressai par fax du 24 septembre. Guy SPITAEELS, en fin stratège, laissa ébruiter ce projet qui fut largement crédibilisé par le «rapatriement» ostensible en Wallonie des armes que la FN avait déjà envoyées à Anvers pour expédition. Il suscita une vive agitation en Flandre.

Le 28 septembre, M. MOUREAUX, Vice-Premier Ministre socialiste, porte-parole de Guy SPITAEELS, fait part publiquement de la volonté des Wallons de régler souverainement l'octroi des licences d'armement si le Gouvernement ne les délivre pas rapidement.

Cette menace dont l'exécution aurait eu des conséquences institutionnelles radi-

cales fit son effet : les ministres flamands cédèrent : trois comités ministériels à compétences régionales furent créés qui délivrèrent séance tenante les trois licences aux firmes wallonnes. Tout aussitôt, le Ministre des Communications, Flamand, passa les commandes des centraux téléphoniques mais, rageur, les limita aux commandes réservées aux entreprises flamandes et il fallut une nouvelle intervention déterminée de Guy SPITAEELS pour que les malheureux 27 % de la commande, attribués à des firmes wallonnes, soient passés.

Est-ce en repensant à ces événements qu'interrogé par *Le Soir*, en septembre dernier, Guy SPITAEELS, patriote wallon lucide, déclarait : «*Il n'y a aucune solution dans le fait de céder toujours.*» N'est-ce pas plutôt en pensant au lamentable abandon des engagements que constitue la scission BHV à propos de laquelle, il avertissait M. DIRUPO : «*Il ne sert à rien de négocier avec des Flamands qui ne veulent carrément plus de la Belgique (...) Vous achetez un armistice pour 18 mois : c'est non.*»

Il n'a hélas pas fait école !

Etienne DUVIEUSART
Le 23 août 2012

FÊTE DE LA WALLONIE À BRUXELLES

Le samedi 15 septembre, à l'occasion de la Fête de la Wallonie à Bruxelles, les représentants des mouvements wallons de Bruxelles, drapeaux en tête, se sont rendus à la place des Martyrs pour le traditionnel hommage aux défenseurs de nos libertés. Comme chaque année, la fanfare de Nalinnes sous la direction de Monsieur Christian Delcoux directeur du Conservatoire de Charleroi, prêtait son concours à la manifestation. Après le dépôt de gerbes de fleurs à la place des Martyrs, les participants se sont rendus à l'Espace Wallonie où une réception leur était offerte par le gouvernement wallon. Jacqueline Ezersky-Francotte, présidente de l'Union des groupements wallons de Bruxelles, a rappelé à chacun le devoir de vigilance devant les poussées du nationalisme flamand. Voici quelques extraits de son allocution :

«*Nous voici réunis en l'Espace Wallonie au cœur de notre capitale. Ce lieu dont la vocation est d'exposer les diverses facettes de la Wallonie est aussi, selon la volonté de*

ses créateurs, de réunir les associations wallonnes de la Région de Bruxelles. Nous remercions le Gouvernement Wallon et ses fonctionnaires détachés pour l'accueil qu'ils nous réservent à l'occasion des Fêtes de Wallonie.

Acceptez vous aussi Mesdames, Messieurs, chers amis, nos remerciements. Votre présence, nous touche, nous encourage, elle participe à la pérennité de nos associations.

Les fondateurs de nos associations ont souhaité qu'elles restent à l'écart des politiques de parti. Les dirigeants des associations wallonnes de Bruxelles se sont conformés à ces souhaits sans se priver d'émettre des idées d'ordre général lorsque la situation le requiert.

Aujourd'hui, le monde est le théâtre d'affrontements fratricides. La Belgique, n'a connu depuis plus d'un demi-siècle que des

soubresauts mineurs, même si les motifs étaient fondamentalement profonds. Ainsi, les Fourons et Leuven ont laissé des traces indélébiles.

Seuls des femmes et des hommes matures devraient émerger grâce à nos suffrages.

N'oublions pas que la Wallonie, notre région natale, a beaucoup donné et qu'elle mérite le respect et l'équité.

N'oublions pas que les Wallons de Bruxelles ont participé et œuvré efficacement à la grandeur actuelle de la région de Bruxelles, capitale de l'Europe nouvelle.

Si nous avons le droit de pardonner les outrances adressées dans le passé aux francophones de Bruxelles et aux Wallons, nous n'avons pas le droit de les oublier.

Mesdames, Messieurs, je vous remercie pour votre présence de ce jour et je souhaite que vos choix électoraux proches nous garantissent la paix et le respect.»

CULTURE & LITTÉRATURE

UN WALLON DE BRUXELLES À L'HONNEUR!

Le prix de l'Union des Groupements wallons de Bruxelles a été attribué à **Joseph Bodson** pour services rendus à la tête de l'Association royale des écrivains et artistes de Wallonie et de la Fédération culturelle wallonne du Brabant et de Bruxelles, ainsi qu'en tant que secrétaire général de l'Association des écrivains belges, et membre du conseil de l'Union culturelle wallonne.

Joseph Bodson habite Bruxelles. Il est né à Soye (Florefe) le 23 janvier 1942. Licencié en philologie classique, sa carrière s'est partagée entre l'enseignement et une librairie/maison d'édition.

Il est lauréat du prix Charles de Trooz et du prix Emma Martin. *Petites chansons blanches*, publié à la Dryade. Marie, aux Élytres du hanneton.

Il a publié *Li Mwâr do Blanc Matî*, en édition bilingue, aux éditions du Bourdon (prix de la Communauté française pour les langues endogènes, ex aequo avec Chantal Denis).

En tant que président de l'Association royale des écrivains de Wallonie (dialectaux et francophones), il dirige la revue *Reflets/Wallonie-Bruxelles – la Pensée wallonne*.

Il a publié également *Le Comte de Colibri*, poèmes, 2009 et *Conjurations de la Mélancolie*, 2012.

Le prix de l'Union des Groupements wallons de Bruxelles a été remis à Joseph Bodson à l'hôtel de ville de Watermael-Boitsfort le 14 septembre en présence de la bourgmestre Madame Payfa, par la présidente de l'UGWB, Jacqueline Ezersky. Dans le discours qui suivit, José Rassart retraça la carrière du lauréat. Sonia Goossens, bien connue des Wallons de Bruxelles, lut avec beaucoup de sensibilité un texte de Joseph Bodson, *Solia/Soleil*, dans sa version wallonne. Alain Miniot, dont le talent est connu bien au-delà de Bruxelles et de la Wallonie, en donna ensuite la version française et termina par un autre texte : *Souvenir de Wallonie*.

Joseph Bodson est membre de notre Ligue wallonne de la Région de Bruxelles. Nous lui adressons nos plus vives félicitations et nos remerciements pour son infatigable action en faveur des écrivains et artistes wallons, qu'ils s'expriment en français ou en langue dialectale. Rappelons que l'Association royale des écrivains et artistes de Wallonie présente tous les premiers mercredis du mois trois ouvrages littéraires de parution récente. Ces séances ont lieu à 17 heures à la Maison Camille Lemonnier, 150 chaussée de Wavre à Ixelles. Renseignements auprès de Joseph Bodson : 02.345.81.68 ou 0498.10.10.83.

Voici les textes lus en français par Alain Miniot lors de la remise du Prix.

Souvenir de wallonie

C'est comme un air oublié qui soudain recommence
Une chanson qui monte doucement dans l'air du soir
Et très tôt nous en reviennent le rythme et la cadence
Parce qu'ils viennent du pays de notre enfance

C'est un air d'accordéon sorti d'un vieux café
Une musique d'harmonica sautant par-dessus les collines
Et qui nous suivent partout de Virton à Comines
Parce qu'ils viennent du pays de notre enfance

C'est l'Bia Bouquet c'est l'Doudou le Pays de Charleroi
Sans oublier bien sûr les Tournaisiens les Valeureux Liégeois
Les Gaumais les Ardennais ni les gens de Nivelles
Sans oublier jusqu'au plus petit de nos villages
Parce qu'ils viennent du pays de notre enfance

C'est un pays clair comme le jour c'est un pays sombre comme la nuit
C'est un vieux pays de terrils couturé de cicatrices
C'est un pays de labours et de chansons de nourrices
C'est un pays d'espoirs nouveaux de peines anciennes
Mais que toujours Wallons il nous en souviennent
Parce qu'ils viennent du pays de notre enfance.

Soleil

Le printemps est arrivé. Elle coud tranquillement près de la fenêtre. Une chanson lui vient aux lèvres, qui n'a guère de sens, une chanson avec des oiseaux, des soldats, des fontaines. Elle sourit. Un rayon de lumière blonde lui caresse la joue. Un gros bourdon - le premier - vient heurter la vitre.

Vite! Il faut que le petit ait sa part de ce premier printemps. Avril l'éphémère. Vite, l'attraper par un pan de son manteau, avant qu'il ait disparu. Dépêchez-vous! Toutes les fleurs sont déjà là, elles se bousculent, le muguet chasse le lilas, la tulipe talonne le narcisse - non, il n'aura pas le temps de les apprendre toutes, avant que le beau printemps soit passé.

Elle l'a pris dans ses bras, encore tout engourdi de sommeil. Il se frotte les yeux avec ses poings, à s'en faire mal, crie, pleure. Elle court par le corridor, elle ouvre la porte. Le grand vent frais l'accueille, qui porte déjà sur ses ailes tout le vert des bois, même si les feuilles ne sont pas encore là. Les pierres bleues de la cour sont déjà chaudes de soleil, par ses pieds nus elle sent monter en elle cette bonne chaleur.

Elle le lève à bout de bras, le balance, le bouscule, le chavire, fait semblant de le lâcher, le rattrape, il rit maintenant, riotant d'abord, puis aux éclats. Allez, allez, petit enfant, fais risette à ta maman.

De toute la hauteur de ses bras elle le présente, à tout, à tous : au soleil, à ce gros nuage, au ciel bleu et rose. Aux bois. Aux oiseaux. Aux agneaux qui têtent dans la prairie. Comme le prêtre fait de l'ostensoir, aux vêpres, en cette heure toute dorée des après-midis d'été.

Le chat vient, paresseusement, se frotter contre ses jambes. Son pelage aussi est plein de soleil. Le petit tend les mains pour l'attraper. Le chat s'enfuit.

Il fait bon. Le temps s'arrête. Un instant encore, et l'éternité va s'ouvrir, comme un beau fruit mûr.

CULTURE & LITTÉRATURE

DES ÉCHOS DE LA MAISON DE LA FRANCITÉ

Passage de témoin...

Directeur de la Maison de la Francité depuis 1998, Monsieur Daniel LAROCHE, docteur en philosophie et lettres, vient de quitter ses fonctions pour une retraite qui ne manquera pas d'être active. Au cours de ces quatorze années, il a été particulièrement sensible à l'évolution sociologique de Bruxelles, s'attachant notamment «au cas des 'semi-francophones', à savoir les jeunes qui parlent le français en classe mais une autre langue à la maison et qui de ce fait se trouvent dans une espèce de porte-à-faux culturel peu favorable à l'apprentissage scolaire». (1)

Il s'est montré également très attentif au contexte géopolitique, pointant du doigt les dangers courus par les francophones en adoptant l'anglo-américain comme *lingua franca*. Il se plaît à rappeler la phrase d'Umberto Eco : «*La langue de l'Europe, c'est la traduction*».

Loin de lui l'idée d'une conception académique ou professorale du français. Son combat pour le français, c'est en faveur d'un français vivant voire ludique. En témoignent l'annuelle exposition «*Jeux de langage*», les très vivantes tables de conversation destinées aux adultes non francophones et le concours de textes 2011 dédié au slam.

C'est une jeune directrice qui lui succède, Madame Karine JOTTARD, licenciée en langues et littératures romanes (ULB et Université autonome de Madrid), elle détient aussi un diplôme d'études supérieures en gestion culturelle et une spécialisation en langue et culture portugaises à l'université de Lisbonne.

À l'ancien, à la nouvelle... nos vœux les plus chaleureux !

Retour à la Maison...

Nombreux sommes-nous à avoir franchi, avant 2008, le seuil du 18 rue Joseph II où nous étions accueillis dans le prestigieux hôtel Hèle. En septembre 2008 ont débuté d'importants et délicats travaux de rénovation visant à redonner à l'immeuble l'aspect et le lustre qu'il avait à la fin du 19^e siècle.

L'immeuble initial, dont on sait peu de choses, date environ de 1850. Il est racheté une quarantaine d'années plus tard par M. C. Hèle, un bourgeois aisé, amateur d'art, dans le but d'en faire un bel hôtel particulier. Il fait appel à l'architecte Léon Govaerts, lequel s'assure le concours de Privat Livemont, artiste talentueux qui a travaillé sept ans à Paris (Hôtel de Ville, Théâtre Français), puis a composé à Bruxelles des fresques monumentales pour les architectes Saintenoy et Chambon, ainsi que des affiches publicitaires bientôt célèbres.

Le permis de bâtir est accordé par la Ville de Bruxelles en 1895. Aussitôt commencent les travaux d'agrandissement et d'embellissement. En façade, le balcon du 1^{er} étage est remplacé par un oriel en fer forgé (aujourd'hui disparu), le soubassement est garni de pierre bleue, chaque fenêtre est pourvue d'un volet à armature métallique dont le caisson est ajouré de palmettes. À l'arrière, une grande pièce est ajoutée, ouvrant sur une terrasse et un petit jardin. Sa toiture plate comporte une vaste verrière qui lui assure un bel éclairage naturel, ce qui permettra à M. Hèle de mettre en valeur sa collection de tableaux.

À l'intérieur, les murs du corridor d'entrée sont couverts de marbre rose et blanc et, dans sa partie supérieure, de mosaïques représentant des vasques de fleurs. On retrouve des mosaïques au sol avec des motifs floraux géométriques. La cage d'escalier, également couverte de marbre, est faiblement éclairée à l'entresol par un lanterneau garni d'un vitrail bleuâtre qui se reflète dans un miroir vertical, donnant l'illusion d'une image unique. L'ensemble surplombe une structure de menuiserie où une horloge à balancier est elle-même flanquée de deux grands miroirs. Au palier du 1^{er} étage se retrouvent des cartouches, guirlandes, éléments végétaux ainsi qu'une rose des vents. La décoration, toutefois, se simplifie au fur et à mesure qu'on gravit les étages.

La partie la plus intéressante de l'hôtel Hèle reste l'enfilade des pièces du rez-de-chaussée. Dans le salon en façade, d'inspiration néo-classique, le plafond est garni d'une toile circulaire de Livemont intitulée «*La Marche à l'étoile*» ; en excellent état de conservation, elle illustre le raffinement

technique du peintre, son talent de coloriste, son sens de la composition, toutes qualités qu'on a souvent rapprochées du Tchèque Alphonse Mucha. Les salles suivantes, elles, s'apparentent davantage à l'Art Nouveau, avec des motifs floraux stylisés d'inspiration symboliste, les deux fines colonnes en laiton avec chapiteaux et architraves, les murs recouverts de papiers ou de toiles à motifs, les vitraux qui ornent la grande verrière et les baies... Bref, l'hôtel Hèle relève non d'un style unique ou d'une audace exceptionnelle, mais plutôt de l'éclectisme bourgeois propre à la fin du 19^e siècle et de sa sensibilité artistique. À ce titre, il constitue un témoin précieux du goût de l'époque, sorte de compromis équilibré entre symbolisme et modernité. (2)

La rénovation touche à sa fin et l'hôtel Hèle, propriété de la Cocof (Commission communautaire française), sera très prochainement rouvert. Nul doute que cette rénovation et les dossiers ardues qui s'y attachent auront causé quelques cheveux gris au directeur sortant !

M-C.D.

(1) *Francité*, revue de la Maison de la Francité, n° 71, 3^e trimestre 2012.

(2) *id.*

APPEL À NOS MEMBRES !

Vous adhérez aux objectifs de notre mouvement. Vous souhaitez le voir évoluer, s'adapter au contexte dans lequel s'inscrit aujourd'hui la défense du français à Bruxelles et en Wallonie

Vous disposez d'un peu de temps libre. Venez rejoindre notre équipe !

Contacteur : Marie-Claire Daloz, présidente, avenue du Onze novembre 28, 1040 Etterbeek.

Tél. 02.734.77.02.

Courriel mcdaloz@skynet.be ou Guy Massenaux, secrétaire, rue des Érables 8, 1040 Etterbeek.

Tél. 02.736.06.11. Courriel guymassenaux@skynet.be.

Merci !

FRANCOPHONIE

1^{er} FORUM MONDIAL DE LA LANGUE FRANÇAISE A QUÉBEC DU 2 AU 6 JUILLET 2012

Changer le monde en français ? La langue serait-elle un élément de solidarité suffisant ? Pas sûr. Quelque 400 francophones du Moyen-Orient et d'Afrique qui n'ont pu venir à Québec, faute de visa, en ont fait l'expérience : en plus de la langue, il y a des valeurs à partager. Et c'est le défi posé à la Francophonie à l'heure de la mondialisation : quelles valeurs peuvent compléter les liens créés par l'usage d'une même langue ? Y a-t-il un avenir pour le français dans l'espace économique mondial ? Quelle place pour les langues vernaculaires dans les États où le français est langue officielle ?

C'est pour en discuter qu'a été organisé à Québec ce Forum de la société civile en marge du Sommet de la Francophonie qui se tiendra en octobre 2012 à Kinshasa. Du 2 au 6 juillet plus de mille participants, francophones et francophiles, jeunes pour un grand nombre, venus de 100 pays, s'y sont rencontrés.

La langue française est indéniablement une grande langue internationale, qui rassemble des identités multiples coexistant avec les langues nationales, notamment des langues africaines. Pour les participants, affirmer leur identité dans un **contexte de multilinguisme effectif** est un enjeu majeur dans l'espace économique et dans l'univers numérique (220 millions de Francophones dans le monde - 96, 2 millions en Afrique).

Pas de triomphalisme. Le coup d'envoi du 1^{er} forum mondial de la langue française a été donné par Régis Labeaume, maire de Québec, en présence de son homologue parisien, Bertrand Delanoë. En souhaitant la bienvenue aux participants, il a voulu faire partager à tous son inquiétude sur l'avenir du français dans la Province et dans le monde. «Par sa situation tant historique que géographique, Québec, comme tout le Québec d'ailleurs, est au créneau depuis des siècles pour protéger cet héritage contre les assauts de la langue anglaise sur le continent». C'est pourquoi les Québécois, «pour une question de survie», ont opté pour des expressions comme magasinage plutôt que shopping, stationnement plutôt que parking, ou courriel plutôt qu'e-mail.

Ce Forum est né d'une volonté de sortir des sentiers battus a dit Michel Audet, commissaire général du forum, l'objectif étant de donner la parole à la société civile, de susciter son dynamisme, de créer des synergies et des plates-formes d'échanges pour que le français soit reconnu comme langue de la modernité. Le premier ministre du Canada, Stephen Harper avait tenu à être présent : «Notre diversité culturelle est notre plus grand atout», la cohabitation des langues nationales au Canada donne accès à deux cultures a-t-il dit, malgré les cris d'un protestataire rapidement expulsé. Pour Jean Charest, Premier ministre du Québec, deux écueils à éviter : le découragement et le déni de réalité. Le français reste langue officielle dans 32 États dans le monde, en 3^{ème} position sur la toile après l'anglais et l'allemand. C'est positif. Certes son attraction a diminué depuis le Paris de l'entre-deux guerres, certes il est moins présent à l'ONU et dans l'UE ou dans les publications scientifiques, mais il n'y a pas de fatalité du déclin. Le Québec n'illustre-t-il pas la résistance au déclin ? «Ayez le français au cœur pour qu'il batte en vous» a-t-il conclu. Abdou Diouf, secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie a clos cette séance d'ouverture en admettant que le constat ne peut être optimiste à l'observation des faits quotidiens. «On n'est pas plus près du danger que lorsque l'on croit n'avoir rien à craindre». Il s'agit d'être vigilant et non de déclarer la guerre : «**Nous devons être des indignés linguistiques**». (Tonnerres d'applaudissements).

Une semaine d'échanges intenses et de festivités dominés par une réalité : la diversité.

Diversité ethnique, linguistique, culturelle ; diversité des couleurs, des accents, des rythmes réunis le temps du forum. Un *précipité* de francophonie d'une richesse insoupçonnée. Demeure en mémoire un sentiment global d'énergie et de volonté de relever les défis sans tabous. 500 propositions venues de partout dans l'espace francophone international ont été débattues. Quatre thèmes au programme : la place du travail et de la formation à l'heure de la mondialisation ; la préservation de

la diversité linguistique ; le français dans l'univers numérique et la capacité à vivre de son art en français.

Une prise de conscience : dans un monde qui change, les espaces virtuels sont le nouveau Far West. On n'en possède pas encore les nouveaux codes d'échanges explique la journaliste québécoise Lise Bissonnette. La révolution numérique est pour l'essentiel un processus civilisateur contribuant à l'émergence d'une nouvelle culture, la culture numérique nous dit Milad Doueïhi (La Grande Conversion numérique, 2008). Les divers stades de développement du Web ont transformé la société dans toutes ses formes. La langue française peut-elle être un facteur d'innovation et de créativité dans le monde virtuel ?

Un constat : La Francophonie doit se doter **d'une déclaration en faveur du multilinguisme.**

«L'anglais demeurera important, mais on voit déjà que son monopole est contesté par les langues des pays émergents, comme le chinois ou l'espagnol.» Et pourtant, selon une étude de l'agence Bloomberg rappelée par le président de Michelin Amérique du Nord, Pete Selleck, le français reste la troisième langue en importance pour faire des affaires dans le monde. «Il faut prendre garde de ne pas mettre le français de côté trop rapidement», dit-il. Christine Saragosse, directrice générale de TV5, a confirmé que c'est en 12 langues que sont sous-titrées les actualités sur la chaîne. Et pour Adama Samassékou, président du réseau Maaya, l'adoption d'une déclaration contraignante sur le multilinguisme s'impose pour l'OIF.

Une certitude : La réalité linguistique détermine la réalité économique. Il faut se comprendre pour échanger. Lionel Zinsou, homme d'affaire béninois, remarque que, la langue étant une arme économique, il n'est pas évident qu'économie rime avec francophonie. «Nous sommes en guerre économique, mais cette guerre est une guerre de mouvement, de vitesse. La francophonie souffre du fait qu'aucun pays émergent n'est de langue française, alors

FRANCOPHONIE

que le monde riche francophone du nord se contracte. En affaires, tout tourne autour du contrat donc la langue du contrat et le cadre juridique dans lequel il sera interprété. Le commerce, le contrat, l'investissement, tout se fait par la langue.» Les entreprises francophones lui paraissent moins dynamiques que les américaines pour ce qui concerne le contenu culturel de leur activité, notamment à travers les marques et les services de consultation tertiaires à haute valeur ajoutée. «Mais il faut cesser de penser qu'on va développer le Sud. Le Sud se développe lui-même, il apporte la croissance. Le nord apporte le contenu – éducation, démocratie – encore faut-il se dépouiller du regard colonial et impérial. Il faut que tous les francophones se mettent ensemble pour que le Sud prenne le relais et je ne doute pas que cette idée paraisse insupportable à certains qui sont habités par des idées coloniales.»

Le 6 juillet, lors de la clôture du Forum, Michèle Gendreau-Massaloux, de la mission française à l'Union pour la Méditerranée et ancienne rectrice de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), se montre particulièrement sensible au problème de mobilité qui se heurte à la question des visas. Parmi les quatre jeunes et trois «moins jeunes» réunis sur la tribune pour la «Rencontre des générations», la voix du Béninois Marcellin Koba, consultant en gestion et vice-président d'Afrique Solidarité et Développement, suscite de fortes réactions de l'auditoire: «Fini les débats diplomatiques! Que les jeunes bougent! Que les jeunes échangent! Nous sommes pétris de talent pour inventer. Les jeunes veulent avoir la chance de le faire et d'être pris en compte!» «Les jeunes veulent travailler et entreprendre. Sur les dix premières puissances africaines, neuf ne sont pas francophones. Il faut effacer cette réputation. Il faut que nos États changent cette donne. Nous avons de l'uranium, de la bauxite, du diamant, et nous n'avons rien. Pourquoi les autres pays riches francophones n'investissent-ils pas davantage dans nos pays africains? Nous dormons sur nos talents. S'il vous plaît, occupez-nous. Nous sommes prêts.»

En somme, pour le numéro deux de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) Clément Duhaime, ce premier forum marque la naissance d'«une Francophonie plus engagée et plus confiante en elle-même», «Mission accomplie» dit-il avant de

confirmer la tenue d'un second forum «dans un horizon de trois ans». La francophonie a subi un lifting, confirme la journaliste et écrivaine Denise Bombardier.

Variété des identités francophones : Ce que ce Forum a révélé, fut, avant tout, la multiplicité des identités francophones, les diversités des parlers, des accents et des références culturelles chez les écrivains, les artistes, les humoristes, les cinéastes, les chanteurs présents ainsi que la popularité du slam comme expression poétique et musicale francophone.

Succès de la chanson française hors francophonie : Le saviez-vous? Quel chanteur s'est classé au palmarès autrichien? Coeur de Pirate; au palmarès polonais? Garou et Natacha Saint-Pierre. En Grande-Bretagne? Céline Dion avec *D'eux*. «Chaque succès de Zaz se traduit par une augmentation de la demande pour des cours de français. On ne compte plus les Russes qui sont devenus professeurs de français dans le sillage de Mireille Mathieu.» C'est ce que nous a appris Jean-Claude Amboise, expert en la matière.

Québec et la loi 101 : Ce Forum fut aussi l'occasion de découvrir la ville de Québec, l'accueil chaleureux de ses habitants, la saveur de ses traditions, et la loi 101 qui, depuis 1977, définit les droits linguistiques des citoyens de la Province et fait du français la langue officielle de la province, interdisant toute autre langue sur les façades et les enseignes de magasins, exigeant des entreprises la signature et le respect de la Charte de la langue française. Quel changement d'environnement quand on arrive de Paris ou de Bruxelles où un anglais souvent approximatif a envahi les publicités et les enseignes! Le *Parti Québécois*, pourtant, manifestait dans les rues, pendant le Forum, contre la politique trop laxiste du *Parti libéral* au pouvoir concernant l'application de la loi 101, cela sur fond de protestation estudiantine. Il est vrai que des élections générales auront lieu au Québec à l'automne.

Absence de référence à la politique linguistique de l'Union européenne. Dans un forum marqué du sceau de la langue française et du multilinguisme, on peut s'étonner que la référence à l'organisation multilingue de l'Union européenne n'ait été abordée qu'incidemment. Le système de l'UE est en effet unique au monde et a

valeur d'exemple avec son multilinguisme gravé dans le marbre des traités et qui, par conséquent, est devenu juridiquement contraignant, de sorte que la loi doit être traduite dans les 23 langues de l'UE pour permettre à chaque citoyen européen d'en prendre connaissance dans sa langue, chaque version linguistique faisant foi. L'Union européenne n'est pas l'ONU, où il est possible de ne pas respecter les règlements linguistiques. Cet apport de l'Europe au multilinguisme, en préservant les langues des États membres, doit être absolument valorisé alors que 80 % des 6000 langues vivantes du monde actuel pourraient disparaître avant la fin de ce siècle. Au regard de cet enjeu, comment peut-on mettre en balance les économies - dérisoires dans le budget général - que l'on prétend réaliser sur les services de traduction de l'UE? La crise économique a bon dos.

Claire GOYER, Bruxelles
DLF Bruxelles-Europe, diversité linguistique et
langue française.
Le 10 juillet 2012.



Les amis de la langue française, dont le siège social est à Oued-Souf (au Sud-est de L'Algérie) est une «association culturelle à caractère social ayant notamment pour mission de favoriser le développement et l'apprentissage de la langue française dans notre région à travers ses différentes activités culturelles et sociales comme l'organisation des foires, conférences, formations ...etc.»

L'association ALF «Amis de la Langue Française» a été créée à l'université d'El-Oued par les étudiants de la 1^e année de LMD français.

L'inauguration de l'association s'est faite au mois d'avril 2011 à l'ex-centre universitaire d'El-Oued.

Voir le site internet: <http://alf.asso-web.com>

QUÉBEC : LANGUE FRANÇAISE - L'URGENCE D'UNE STRATÉGIE

Nous envisageons l'avenir de la langue française avec confiance. En dépit des fausses évidences. Un monde multipolaire émerge sous nos yeux. Il contribue manifestement à rééquilibrer les activités de la famille humaine non seulement dans les domaines économique, financier et politique, mais également dans les domaines culturel et linguistique. Sous

FRANCOPHONIE

toutes les latitudes, de la Chine à la Russie, du Brésil à l'Inde, des politiques linguistiques se décident, de nouveaux espaces linguistiques s'organisent et s'affirment. Cette nouvelle donne remet en cause l'idée même du monopole d'une langue unique dans la communication mondiale. Les grandes langues internationales qui se maintiendront ou qui surgiront ne le devront pas au simple fait du hasard. Elles le devront en grande partie à la manière dont seront exploités les atouts dont chacune dispose.

LES ATOUTS D'UNE LANGUE

Émergente, cette configuration culturelle et linguistique globale est une chance pour l'avenir mondial du français, langue qui dispose de larges atouts :

Par l'Histoire : au fil des siècles, la langue française s'est illustrée en portant très loin les outils critiques d'une pensée libre et singulière et les progrès des sciences. Elle a exprimé les grands principes des Lumières et les a offerts au monde. Successivement, elle a été l'instrument de l'émancipation sociale, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de l'émergence d'institutions pour la communauté des nations.

Par son universalité : la langue française est utilisée sur toute la planète par de très nombreuses nations, à l'intérieur d'elles-mêmes comme dans leurs rapports avec le monde, ainsi que dans les activités scientifiques et technologiques les plus avancées, de la génétique moléculaire à la conquête spatiale.

Par son statut de langue de travail et de langue officielle du système des Nations unies et de nombreuses organisations internationales, continentales et régionales, et par le statut de la France

de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

Par la démographie : avec la perspective de plus d'un demi-milliard de locuteurs francophones pour le milieu du siècle, principalement grâce à l'Afrique, mais également à la France qui devrait devenir le pays le plus peuplé du continent européen après la Russie.

POLITIQUE D'AFFIRMATION

Notre confiance en l'avenir de la langue française n'est pas naïve. Elle appelle une vigoureuse politique d'affirmation linguistique. Cette politique doit comprendre notamment : l'application stricte des législations linguistiques nationales bafouées au quotidien par les intérêts particuliers et le conformisme ambiant, aussi bien dans les secteurs public que privé, notamment pour le français langue du travail ; la diversification de l'enseignement des langues étrangères et des filières bilingues vers plusieurs grandes langues, dont celles des pays émergents (arabe, chinois, espagnol, portugais) ; l'exigence de la publication en français, et dans d'autres langues si nécessaire, de tous les travaux issus de la recherche médicale et scientifique publique dans l'ensemble des pays francophones ; la circulation facilitée pour les étudiants et les chercheurs de l'espace francophone tant il est évident qu'il n'y a pas de Francophonie si les Francophones sont interdits de circulation dans cet espace ; un appui massif à la numérisation des patrimoines anciens et vivants de l'ensemble des pays francophones afin d'assurer la présence du français et des langues partenaires dans l'espace virtuel devenu un lieu premier de communication, de mobilisation et de rassemblement ; le renforcement de la recherche sur les systèmes de traduction automatique et leurs implications

industrielles, afin d'assurer la présence du français parmi les grandes langues pivots qui s'imposeront dans l'intercommunication planétaire ; la priorité d'une politique bilatérale et multilatérale, forte et pérenne, en direction de l'Afrique francophone pour le développement optimal de son système éducatif ; l'utilisation de la langue française par les représentants des pays francophones dans les organisations continentales et internationales.

À L'OFFENSIVE

Il ne s'agit pas pour le monde francophone de se dresser contre la langue anglaise ou contre toute autre langue. Il s'agit d'ouvrir nos yeux sur la réalité nouvelle, et de mettre en oeuvre, dans le contexte de la mondialisation multipolaire, une stratégie offensive pour la langue française qui assurera son avenir en valorisant ses nombreux atouts.

Nous appelons les citoyens des pays francophones à exercer leur vigilance individuelle et à développer leur mobilisation collective pour que soit respecté l'usage de notre langue mondiale en partage. Nous appelons fermement nos gouvernements à réviser leur politique et leur pratique linguistique, à abandonner les discours de circonstance sur la Francophonie et à relever le défi de l'affirmation déterminée de la langue française dans la polyphonie du nouveau monde.

Article dû à un collectif d'auteurs et publié dans le journal québécois Le Devoir, le 27 juin 2012

À MÉDITER

Le droit du sol est l'absurdité qui consiste à dire qu'un cheval est une vache parce qu'il est né dans une étable. (Montesquieu)

"4 Millions 7" applique les rectifications orthographiques proposées par le Conseil supérieur de la langue française et approuvées par l'Académie française

LA LIGUE WALLONNE DE LA RÉGION DE BRUXELLES ASBL
NOTRE JOURNAL "4 Millions 7"
Adhésion : 12 € par an, 20 € pour l'étranger (10 numéros) à verser au compte IBAN BE62145053903161 BIC GEBABEBB de Ligue Wallonne 1000 Bruxelles

Éditrice responsable : Marie-Claire Daloze-Williquet, présidente
28 avenue du Onze novembre 1040
mcdaloze@skynet.be
ISSN 2033-740X
Toute contribution au fonds de soutien est bienvenue
Les articles signés n'engagent que leur auteur